LOIS

LOI n° 2025-595 du 30 juin 2025 visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail (1)

NOR : TSSX2513499L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}

L'article L. 1225-3-1 du code du travail est ainsi rédigé :

« Art. L. 1225-3-1. – Les articles L. 1142-1 et L. 1225-1 à L. 1225-3 sont applicables aux salariés engagés dans un projet parental dans le cadre d'une assistance médicale à la procréation définie à l'article L. 2141-1 du code de la santé publique ou d'une adoption au sens du titre VIII du livre I^{er} du code civil. »

Article 2

I. – A la première phrase de l'article L. 622-1 du code général de la fonction publique, après le mot : « parentalité », sont insérés les mots : « , notamment les autorisations d'absence prévues à l'article L. 1225-16 du code du travail, ».

II. – L'article L. 1225-16 du code du travail est ainsi modifié :

1° Au deuxième alinéa, au début, les mots : « La salariée » sont remplacés par les mots : « Les salariés » et le mot : « bénéficie » est remplacé par le mot : « bénéficient » ;

2° Au troisième alinéa, après la première occurrence du mot : « ou », sont insérés les mots : « de la personne » ;

3° Après le même troisième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les salariés engagés dans une procédure d'adoption au sens du titre VIII du livre I^{er} du code civil bénéficient d'autorisations d'absence pour se présenter aux entretiens obligatoires nécessaires à l'obtention de l'agrément prévu à l'article L. 225-2 du code de l'action sociale et des familles. Le nombre maximal d'autorisations d'absence est défini par décret. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 juin 2025.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

FRANÇOIS BAYROU

*La ministre du travail, de la santé,
des solidarités et des familles,*

CATHERINE VAUTRIN

*Le ministre de l'action publique, de la fonction publique
et de la simplification,*

LAURENT MARCANGELI

*La ministre auprès de la ministre du travail,
de la santé, des solidarités et des familles,
chargée du travail et de l'emploi,*

ASTRID PANOSYAN-BOUVET

(1) *Travaux préparatoires* : loi n° 2025-595.

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 446 ;

Rapport de Mme Prisca Thevenot, au nom de la commission des affaires sociales, n° 1348 ;

Discussion et adoption le 5 mai 2025 (TA n° 106).

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 568 (2024-2025) ;

Rapport de Mme Annick Petrus, au nom de la commission des affaires sociales, n° 716 (2024-2025) ;

Texte de la commission n° 717 (2024-2025) ;

Discussion et adoption le 19 juin 2025 (TA n° 152, 2024-2025).